

Quand un syndicat policier rejette la « lutte contre l'extrême droite »

Un responsable d'Unsa Police Occitanie demande à son syndicat de se désolidariser des appels à faire barrage contre l'extrême-droite et le Rassemblement national lors des législatives.



Une voiture de police en intervention / Image d'illustration : Pierre Rudloff (Domaine public)

La pénétration des idées d'extrême droite au sein des forces de l'ordre (documentée [ici](#) et [là](#)) s'exprime sans fard à l'occasion des législatives anticipées. Le 20 juin, Philippe Demolin, le responsable adjoint du syndicat Unsa Police en Occitanie, a écrit à sa fédération nationale pour s'opposer à l'appel de l'Unsa à faire barrage à l'extrême droite.

Lors de son dernier congrès, en juin 2023, cette confédération syndicale a voté une [motion](#) rappelant son « attachement aux valeurs républicaines et démocratiques » et « l'incompatibilité des valeurs fondatrices de l'Unsa avec celles du Rassemblement national ». Un engagement martelé depuis lors à l'occasion d'un communiqué [intersyndical](#), de mises en garde contre le programme du RN ([ici](#) et [là](#)), et par la participation de Laurent Escure, secrétaire général de l'Unsa, à [un appel à faire barrage au RN](#) dans le cadre des [législatives](#).

Comme à son habitude, Unsa Police s'est démarquée des autres fédérations sur ce point. « Nous sommes attachés aux valeurs de la République et nous ne donnons pas de consignes de vote en faveur de tel ou tel candidat », rappelle Thierry Clair, son secrétaire général, qui précise à Mediacité : « Notre combat est connu, on lutte contre les discriminations et les extrêmes. »

Dire non à la lutte à la lutte contre l'extrême droite

Pour certains policiers d'Occitanie, cette position ne suffit plus. Et pour la première fois, ils ont interpellé leur représentant national pour le faire savoir, le 20 juin dernier dans un courriel adressé au secrétaire général de l'Unsa Police. « Il est de mon devoir de t'annoncer mon profond désaccord, celui de mon équipe et celui de nombreux d'adhérents sur le positionnement actuel de notre confédération syndicale Unsa sur l'échiquier politique national », écrit Philippe Demolin, responsable adjoint d'Unsa Police en Occitanie.

« Au vu de ses engagements et de ses positions, l'Unsa bafoue nos valeurs syndicales et nous n'apparaissions plus aujourd'hui comme un syndicat apolitique, neutre et respectueux du choix démocratique des citoyens français », poursuit ce responsable départemental dans l'Hérault, qui demande à son syndicat de ne pas être « indirectement complice de l'organisation du désordre » et de « respecter la neutralité du vote des Français et de l'ensemble des forces de l'ordre ».

Le syndicaliste et les deux cosignataires de la missive vont plus loin. Ils exigent « un communiqué précis et limpide sur notre position de neutralité et de détachement total avec notre confédération », ainsi que le « retrait immédiat » de l'expression « lutte contre l'extrême droite » dans « la résolution approuvée à l'unanimité de l'ensemble des fédérations lors du congrès de Dijon de juin 2023 », et dans des documents internes de l'organe de formation de l'Unsa.

Fwd: Demande Urgente de clarification de notre politique syndicale

De : [REDACTED]
À : [REDACTED]
Date : dimanche 23 juin 2024 à 11:35

----- Forwarded message -----

De : **UNSA POLICE OCCITANIE** <[REDACTED]>
Date: Jeu. 20 juin 2024 à 15:11
Subject: Demande Urgente de clarification de notre politique syndicale
To: sthiertyclair[REDACTED]
Cc: [REDACTED]

Monsieur le Secrétaire Général d'UNSA POLICE

Monsieur Le Président de la FASMI,

Monsieur le Secrétaire Général Adjoint de la fonction publique d'UNSA

Cher Thierry,

Dimanche 9 juin, le Président de la République a dissout l'Assemblée Nationale.

Depuis plus de six années, nous menons un engagement syndical loyal, constructif, transparent, respectable et respecté par toutes les instances administratives, et profondément attaché aux valeurs républicaines d'égalité, de Fraternité et de Liberté. Nous nous impliquons quotidiennement à combattre toutes les formes de discriminations et d'injustice; nous menons un syndicalisme humaniste, sincère, de proximité, et la confiance de nos nombreux adhérents en témoigne.

Ces valeurs font partie intégrante de notre ADN. Nous ne ferons jamais de compromis sur ces principes fondamentaux.

Étant responsable du département de l'Hérault et Zonal adjoint de l'Occitanie, il est de mon devoir de t'annoncer mon profond désaccord, celui de mon équipe et celui de nombreux d'adhérents sur le positionnement actuel de notre confédération syndicale « UNSA » sur l'échiquier politique national.

Notre grande organisation syndicale « UNSA POLICE » doit rester totalement indépendante face à cette ambivalence et ne doit pas s'afficher sur une quelconque bannière, rassemblement ou union politique quelconque. Il ne doit y avoir AUCUNE ambigüité sur ce sujet si sensible.

Or au vu de ses engagements et de ses positions, « UNSA » confédération à laquelle nous sommes affiliés, bafoue nos valeurs syndicales et nous n'apparaissions plus aujourd'hui comme un syndicat apolitique, neutre et respectueux du choix démocratique des citoyens français.

Ne soyons pas indirectement complices de l'organisation du désordre mais juste les garants et les défenseurs des valeurs républicaines de notre pays dont la démocratie est le fer de lance. Le choix et l'orientation d'indépendance ou d'appartenance doit être clairement prononcé et/ou assumé ou réfuté avec force.

Le vernissage n'a jamais été la tasse de thé d'UNSA POLICE.

Face à cette situation inédite de notre pays, et les enjeux qui en découlent, il est impératif de respecter la neutralité du vote des français et de l'ensemble des forces de l'Ordre.

Ainsi, dès à présent, avant le 1er tour des élections législatives du 30 juin, il nous paraît crucial de clarifier, de garantir et d'apporter une totale liberté de choix politique en respectant les idées de chaque collègue, chaque adhérent, chaque sympathisant, policiers, administratif et technique.

Nous exigeons donc pour ce faire :

- Un communiqué précis et limpide sur notre position de neutralité et de détachement total avec notre confédération syndicale UNSA

- le retrait immédiat de la mention «Lutte contre l'extrême droite» tant sur le code de conduite des stages CEFU (organe principal de l'organisation des stages de formation UNSA POLICE) que sur la nouvelle résolution approuvée par unanimité de l'ensemble des fédérations lors du congrès de Dijon de juin 2023.

Cher Secrétaire Général, Cher Thierry,

*Nous espérons compter sur ta détermination pour approuver et défendre nos convictions. Nous ne resterons pas indifférents face à une réponse sourde ou confuse.
Respectueusement*